

Un an après l'appel du 19 juin, qu'est-ce qui a vraiment changé en Wallonie?

LE RÉSUMÉ

Il y a un an, le président du cdH Benoît Lutgen débranchait la prise des exécutifs régionaux et **relançait les libéraux en Wallonie**.

Après plusieurs mois de travail, la coalition wallonne **MR-cdH mène une politique de centre-droit**, comme l'illustrent la réforme fiscale ou l'assurance-autonomie.

Au centre du jeu **après une longue opposition**, les libéraux doivent maintenant arriver à **profiter de cette visibilité inattendue** pour asseoir leur position en Wallonie.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Il y a un an, les libéraux étaient leur grand retour au pouvoir en Wallonie. Un revirement politique inattendu rendu possible par le président du cdH Benoît Lutgen et son envie d'éjecter les socialistes des majorités en Wallonie, à Bruxelles et en Communauté française. On connaît la suite. Si le coup de Benoît Lutgen a réussi en Région wallonne, la situation est restée figée dans les autres exécutifs.

Derrière ce bref rappel des faits, l'arrivée du MR au gouvernement wallon a-t-elle changé les choses? Tentative de réponse après un an de coalition MR-cdH.

► Une politique de centre-droit

Ce souhait de voir revenir une politique de centre-droit sur la scène wallonne, c'est avant tout celui du cdH. Étriqué à côté de son partenaire socialiste avant le 19 juin 2017, «le cdH pensait que sur une série de dossiers, le PS était trop à gauche soit par idéologie soit en courant derrière le PTB. Je pense notamment à la réforme fiscale voulue par Christophe Lacroix, l'ancien ministre socialiste en charge du Budget, qui allait jouer sur la progressivité de l'impôt», souligne Jean Faniel, le directeur du Centre de recherche et d'information socio-po-

litiques (Crisp). On peut facilement intégrer dans ce bras de fer fiscal gauche-droite le projet socialiste de taxer les robots. «La mise en place de l'assurance-autonomie a également donné lieu à une opposition entre le PS et le cdH. Le PS voulait une cotisation progressive calculée en fonction des revenus des personnes alors que le cdH voulait une cotisation identique pour l'ensemble des Wallons. Bref, il y avait un blocage et la façon dont le PS amenait les dossiers ne plaisait pas à l'aile droite du cdH et à Benoît Lutgen.»

Après près de 11 mois de travail commun, le chemin idéologique emprunté par la majorité MR-cdH est aujourd'hui différent.

Pressée par le temps, la nouvelle équipe dirigée par le libéral Willy Borsus a illustré ce changement de cap avec une réforme fiscale clairement marquée à droite. «La réforme fiscale lancée avec le MR est tout à fait différente. Au-delà de la suppression de la télé-redevance, MR et cdH ont fait sauter les droits sur l'achat d'une troisième ou quatrième résidence», constate encore Jean Faniel, qui pointe un basculement du centre-gauche vers le centre-droit sur différentes matières. «Si on regarde la déclaration de politique régionale wallonne signée par le MR et le cdH, on sent bien la conception de l'État libéral et humaniste. Ils tapent sur l'omniprésence de l'État dans l'économie. Il y a aussi une mise en avant des libertés individuelles et associatives. On sent clairement un basculement.»

Un autre exemple illustrant ce changement de paradigme concerne l'assurance-autonomie. Même si l'atterrissage du dossier a pris du retard avec des discussions qui se prolongent entre ministres libéraux et centristes, on reste dans l'idée d'un forfait unique, comme le souhaite le cdH. «Il y avait une volonté de repartir sur un programme qui ne soit pas tiré à gauche», conclut Jean Faniel.

Sur le front des grandes politiques économiques, outre la mort annoncée du plan Marshall, on peut citer des réformes comme celle des aides à la promotion de l'emploi (APE) ou du Forem, des vaches sacrées socialistes!

► Le MR se remet au centre du jeu politique

Mis de côté depuis 2014 (voire 2009), le MR est dans la place. Il réoccupe l'espace public et fait office aujourd'hui de contrepoids au niveau wallon. «On a vu des oppositions nettes entre le gouvernement wallon et le Fédéral comme autour du partage de l'IPP ou du Ceta. Les réunions des comités de concertation étaient tendues. Ce climat a disparu. Le MR est sorti de son isolement et aura des perspectives plus ouvertes pour 2019», estime Jean Faniel.

Cette sortie de l'ombre replace du même coup les libéraux au centre du débat. «Pour mener sa politique (au

Fédéral, NDLR), le MR n'a plus face à lui un Paul Magnette qui se dresse contre Charles Michel. On n'est plus dans cet affrontement. Et sur la question des migrants, ce sont surtout les communes qui font l'opposition», constate Jean Faniel.

► Est-ce un pari gagnant pour le MR?

Malgré leur retour au devant de la scène wallonne, les libéraux vont devoir se faire oublier suite à certaines affaires. «Le MR a perdu quelques plumes avec des affaires comme le Kazakhgate, PubliFin ou le Samusocial», pointe le patron du Crisp. On peut également imaginer une déception pour certains électeurs libéraux face à l'alliance entre le MR et la N-VA.

L'autre grief que certains électeurs nourrissent contre les libéraux au moment du scrutin concerne l'augmentation de l'âge de la retraite. «Ce point n'avait pas vraiment été annoncé

avant 2014», rappelle le patron du Crisp, qui en conclut que «les libéraux ont perdu des plumes, mais évidemment dans une moindre mesure que le cdH et le PS.»

Au final, il faudra analyser les résultats de ce grand retour sous l'angle du coût/bénéfice. «Le recul sera peut-être plus important que la prime de cette visibilité mais le MR pourra se présenter devant l'électeur avec un bilan positif car il réussit à mettre en place son programme.»

DÉBRANCHEMENT UN SCRUTIN VÉRITÉ POUR LE CDH

Le cdH a-t-il réussi son pari? Oui et non! Partons du point de départ: un changement de majorité dans les trois exécutifs francophones. En débranchant la prise dans les trois exécutifs le 19 juin 2017, le président du cdH Benoît Lutgen espérait provoquer un basculement dans les trois majorités francophones avec à la clé le **départ des socialistes**. Le pari est réussi en Région wallonne. «Le contenu de la déclaration de politique régionale illustre d'ailleurs ce changement», note ainsi Jean Faniel, le directeur du Crisp. Les choses sont par contre res-

tées en l'état à la Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région bruxelloise où PS et cdH continuent à gérer les affaires comme ils peuvent. «Mais à la Fédération Wallonie-Bruxelles,

les deux ministres cdH ont réussi à tirer leur épingle du jeu.»

Cette manœuvre politique soulève une autre question: celle de la **survie des centristes** sur la scène politique belge. Lors du dernier grand baromètre Ipsos réalisé pour le compte de plusieurs médias et publié le 8 juin, le cdH recueillait 9% des intentions de vote en Wallonie, loin derrière le PS (23,4%) le MR (20%) et Écolo (13,2%). «Les sondages sont **relativement mauvais pour le cdH** mais cette tendance à la baisse existe depuis un petit temps. S'il parvient à limiter la casse, le patron du cdH Benoît Lutgen pourra toujours dire que si il n'avait rien fait, cela aurait été pire.»

La question est maintenant de savoir avec qui le cdH pourra

encore gouverner après les élections compte tenu du système électoral belge et de toutes les exclusives lancées par Benoît Lutgen. «Il a lancé une exclusive contre la N-VA et le PTB. Il s'est mis à dos les socialistes et a insulté Zakia Khatibi et Ecolo de populisme vert. On ne voit pas très bien avec qui il va pouvoir faire des alliances», s'interroge le directeur du Crisp. Or, pour l'heure, à la lecture des derniers sondages, l'actuelle majorité **MR-cdH n'a plus la majorité** au parlement wallon. «Mais le plus important, ce sont les changements en termes de contenus et pas uniquement en termes de concurrences entre partis. Or, les changements opérés avec le MR font plaisir à un certain courant du cdH.»

F.-X. L.